

REPONSE DES ENSEIGNES MAISON DE LA PRESSE A CONSULTATION PUBLIQUE

Du 28 avril 2022

relative à la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n°2021 – 1901 du 30 décembre 2021

Question N°1

Le groupe NAP souhaite attirer l'attention du régulateur sur le fait que les éléments pris en référence pour établir la proposition d'un montant minimum sont basés sur les acteurs leaders du marché. Leurs volumes de vente permettent d'avoir des coûts logistiques unitaires plus bas, non représentatifs de ceux d'acteurs aux moindres volumes

Suite à la crise sanitaire qu'a traversé le pays depuis près de 2 ans, de nombreux acteurs indépendants se sont lancés dans la vente de produits culturels en ligne. Le tarif d'envoi des livres neufs payé par le consommateur doit favoriser la concurrence entre les différents acteurs, mais aussi permettre à des opérateurs plus modestes d'avoir une équation économique viable afin de ne pas être un facteur de discrimination entre les acteurs

Pour ces raisons, le groupe NAP propose que le tarif minimum d'envoi de livres neufs soit réévalué à 4,99€.

Question N°2

Le groupe NAP est favorable à ce qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi soit fixé à 0,01€. Ce seuil doit être suffisant pour permettre à des petits acteurs du marché d'avoir un équilibre économique viable.

Question N°3

Dans la même réflexion que les réponses précédentes, le groupe NAP propose de fixer à 40€ le seuil pour un tarif minimum de livraison à 0,01€.

Groupe NAP

Immeuble Atria - 5 place des marseillais - 94220 Charenton-le-Pont
01 49 28 68 68

Question N°4

Le groupe NAP est favorable aux différentes précisions d'application envisagées. Ces dispositions permettent de renforcer la position et le rôle des librairies indépendantes sur le marché de la vente en ligne de produits culturels.

Le groupe NAP attire l'attention du régulateur sur le fait qu'il conviendra de préciser les critères qui permettront de définir les « commerces de vente au détail de livre ». Si une approche via les codes APE est privilégiée, celle-ci restreindra cette pratique aux seuls libraires spécialistes. De nombreux commerce de presse sont également libraires sans pour autant disposer d'un code APE spécialisé. Autre exemple, une grande surface alimentaire proposant une offre de livre ne pourra pas non plus être qualifiée tel un « commerce de vente de livre au détail ». Nous pensons donc qu'il est primordial de définir de façon précise ce qu'est un « commerce de vente de livre au détail »

Question N°5

RAS